



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service de la Coordination et du  
Soutien Interministériels  
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A6656 du 06 MAI 2026  
portant sur la régularisation de l'exploitation avicole de  
M.BIZET Kévin située 59, la petite sablière à Loublande sur  
la commune de Mauléon (79 700)**

Le préfet des Deux-Sèvres,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le chapitre II de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED ;

**Vu** l'ordonnance n° 2012-7 du 5 janvier 2012 portant transposition du chapitre II de la directive IED précitée ;

**Vu** la décision (UE) n° 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**Vu** le tableau constituant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, prise en application de l'article L.511-2 ;

**Vu** le décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition du chapitre II de la directive IED précitée ;

**Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

**Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

**Vu** le décret n° 2025-723 du 30 juillet 2025, modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et de déchets ;

**Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°s 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté du 9 juillet 2024 établissant le Programme d'actions régional (PAR) en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Vu** l'arrêté conjoint n° 4130 du 30 décembre 2003 pour 48 600 animaux-équivalents volailles ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2025 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Nouvelle-Aquitaine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

**Vu** le récépissé de déclaration n°1986 du 10 mai 1991 concernant la régularisation administrative de l'élevage de volailles ;

**Vu** la prise de note en date du 28 août 1996 relatif à une modification des effectifs de l'installation comprenant 7500 dindons et 25 000 poulets soit 47 500 animaux-équivalents en présence simultanée ;

**Vu** la prise d'acte n° A5581 du 29 janvier 2015 suite à la demande du bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 3660-a élevage intensif de volailles ;

**Vu** la prise d'acte n° A6654 en date du 24 avril 2026 de la déclaration dans le cadre du réexamen des conditions d'exploitation ;

**Vu** le changement d'exploitant n° 6413 en date du 12 octobre 2022 dont l'installation précédemment exploitée par l'EARL GONNORD est transféré à l'entreprise individuelle BIZET Kevin ;

**Vu** la demande de régularisation en date du 11 juin 2024 complétée le 29 août 2024, présentée par BIZET Kevin dont le siège social et l'adresse administrative est situé 56, la petite sablière à Loublande, sur la commune de Mauléon (79 700) ;

**Vu** l'attestation établie par Monsieur le maire de Mauléon en date du 5 novembre 2025 attestant qu'une réserve incendie sera réalisée courant du 1er semestre 2026 ;

**Vu** la convention de mise à disposition d'une parcelle pour l'aménagement d'une défense incendie n° CONV-2026-002 entre l'exploitant et la mairie de Mauléon suite à la délibération du conseil en date du 26 janvier 2026 ;

**Vu** le courriel transmis au chargé d'urbanisme de la commune de Mauléon par le SDIS le 17 février 2026 confirmant que l'emplacement proposé pour la réserve incendie convient aux prérogatives ;

**Vu** le courriel de l'exploitant du 8 avril 2026 indiquant la consommation d'eau annuelle de l'élevage ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 20 avril 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 27 avril 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant reçues par courriel en date du 5 mai 2026 ;

**Considérant** que la demande de régularisation administrative déposée par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que la demande de régularisation administrative justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé et que le respect de celle-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

## **ARRÊTE**

### **CHAPITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **ARTICLE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **Article 1.1.1. Exploitant, durée, péremption**

L'entreprise individuelle BIZET Kevin, (SIRET 91 862 254 900 015), dont le siège social et l'adresse administrative sont situées 59, la petite sablière à Loublande sur la commune de Mauléon (79 700) (coordonnées lambert 93 X= 410 648 et Y= 6 660 679) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter, les installations détaillées dans les articles suivants.

## **ARTICLE 1.1.2. LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

### **Article 1.1.2.1 Bâtiments et annexes**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, et les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Mauléon	0048-0049 section ZZ

Les installations mentionnées à l'article 1.1 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 1.1.2.2 Autres limites de l'autorisation**

Bâtiment	Superficie	Emplacements
Bâtiment V1	1 000 m <sup>2</sup>	22 091 emplacements poulets de chair standard ou 7500 dindes
Bâtiment V2	1 200 m <sup>2</sup>	26 509 emplacements de poulets de chair ou 9000 dindes

### **Article 1.1.2.3 Réserve incendie**

L'exploitant devra justifier de l'opérationnalité de la réserve incendie par le SDIS courant 2026.

### **Article 1.1.3 Modification apportée à l'installation**

Toute modification apportée à l'installation devra faire l'objet du dépôt complet d'un dossier d'autorisation environnementale avec évaluation environnementale.

## **Article 1.2 : Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent de la rubrique ICPE suivante :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
3660-a	Élevage intensif de volailles : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	48 600	A

(\*) A (autorisation)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

En outre, l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.



### **Article 1.3 : Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 1.4 : Directive IED et ré-examen**

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3660 relative à l'élevage intensif de volailles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF Élevage.

Conformément à l'article L.515-28 du Code de l'Environnement, l'exploitant procède, périodiquement et dans un délai défini réglementairement et commençant à partir de l'adoption d'un nouveau document technique de référence au niveau européen (BREF), au réexamen de ses conditions d'exploiter pour tenir compte de l'évolution des meilleures techniques disponibles.

### **Article 1.5 : Déclaration des émissions polluantes**

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses installations. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance.

Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare la valeur d'émission d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.

### **ARTICLE 1.6 : Modification apportée aux prescriptions de L'acte antérieur**

Les dispositions de l'arrêté conjoint n° 4130 du 30 décembre 2003 pour 48 600 animaux-équivalents volailles sont remplacées par celles du présent arrêté.

### **ARTICLE 1.7 : Conformité Au dossier de demande d'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé le 11 juin 2024 complété le 29 août 2024 par l'exploitant ainsi que dans le dossier de reexamen. Elles respectent les dispositions du présent arrêté et des réglementations autres en vigueur.

### **Article 1.8 : Cessation d'activité**

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état conformément aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'Environnement.

## **CHAPITRE 2. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

### **ARTICLE 2.1 : Prélèvements et consommation d'eau**

#### **Article 2.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau**

Les besoins en eau du réseau pour l'activité s'établissent à 1 652 m<sup>3</sup>/an

L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter la consommation en eau.

## **CHAPITRE 3. DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 3.1 : FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.2 : SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3.3 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 3.4 – PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de MAULÉON et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de MAULÉON pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

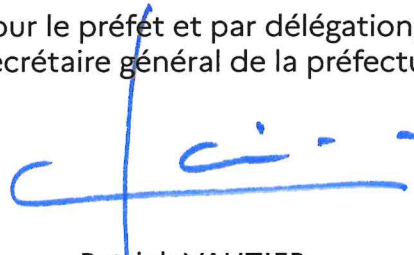
3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

### **ARTICLE 3.5 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de MAULÉON, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à Monsieur Kevin BIZET.

Niort, le **06 MAI 2026**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER

